



Projet Jospin des 35 heures

La grande illusion

DEPUIS L'ANALYSE DE l'avant-projet (*Monde libertaire* n°1105), de nombreux événements relatifs à la réduction du temps de travail ont eu lieu. Nous allons les examiner afin d'être en mesure de suivre et surtout de participer aux débats qui rebondissent autour de la notion de «partage» du travail et des richesses.

fois et demi le S.M.I.C. Puis une nouvelle prime s'ajoutant au dispositif initial a été prévu: ça va être Noël toute l'année pour les employeurs! En effet, les très petites entreprises pourront bénéficier d'une aide supplémentaire de 1000 F en procédant à une embauche... à temps partiel. Et la cerise sur le gâteau, la création d'un nouveau S.M.I.C. Devant tenir compte de la baisse des salaires

pour les listes d'union aux régionales, sans doute. Mais nous lui rappellerons à chaque fois que possible sa contribution à un projet qui va laisser des traces profondes et durablement dévastatrices pour les salariés et les chômeurs. Non dans la finalité (baisser le temps de travail), mais dans sa conception et son application: annualisation, flexibilité, baisse ou gel des salaires, multiplication des statuts différenciés qui développera sans doute le corporatisme en cassant les offensives unitaires des salariés, minoration des heures supplémentaires, largesse des primes au patronat... tout ça sous couvert de justice sociale.

Côté social, justement, la tactique de la C.G.T. orientant les occupations des locaux administratifs vers les locaux patronaux pour mieux effacer la responsabilité du gouvernement sur le sort des chômeurs, a fait long feu. Le mouvement des chômeurs semble être sur sa fin alors que rien n'est réglé sur le fond. Les manifs du mardi 27 janvier ont rassemblé quelques milliers de personnes à travers la France; les mots d'ordre étaient troubles: pour les 35 h? Soutien aux chômeurs? À leurs revendications non satisfaites? Tout cela à la fois? On comprend bien ici tout l'intérêt de la construction d'un mouvement social autonome dans ses choix et ses orientations: cela évite de tomber sous le charme de la première sirène venue...

Toujours est-il qu'il convient de ne pas faire l'impasse sur ce qui nous paraît être l'essentiel, 35 heures ou pas: nous n'envisageons jamais une réorganisation du travail en occultant la réorganisation sociale que cela implique. Les 35 h (ou 32, ou 30, au choix) ne résoudre- ront rien pour tous les chômeurs et les travailleurs dont la précarité se généralise et se développe. La R.T.T. n'est pas dangereuse pour les riches et leurs insolentes fortunes. Nous voulons travailler ensemble différemment, utilement, sans domination, sans peur du lendemain et avec une maîtrise réelle de la production et de la gestion des entreprises. Tout ceci dans un cadre de réelle répartition des biens et services produits, sans distinction d'origine ou de situation sociale, sans recherche de profits. Tout ceci à un nom: l'autogestion généralisée de l'économie, l'égalité sociale et économique pour tous, bref le communisme libertaire.

En 1997, Total a enregistré un bénéfice record de 6,7 milliards de francs, Black et Decker a fait un bénéfice de 1,3 milliard de francs et annonce la suppression de 3 000 emplois. Pendant ce temps, D. Strauss-Kahn, ministre de l'Économie déclare: «La R.T.T. crée d'autant plus d'emplois qu'elle s'accompagne d'une modération salariale». Cherchez l'erreur...

Daniel - groupe du Gard

• Lille : sans-papiers
• toujours en lutte
• page 3

• Crise asiatique :
• Argument monétaire
• pour une crise financière
• page 6



Tout d'abord, et même si cela n'est pas surprenant, il faut évoquer les revirements spectaculaires du patronat. Rappelons-nous l'offensive généralisée du C.N.P.F. contre le projet de R.T.T. dès le mois de décembre; le 13 janvier le patron des patrons était même reçu par Chirac pour réaffirmer l'opposition ferme des patrons français. Le 26 janvier, virage à 180°: E-A Seillière déclare qu'il «n'a jamais pensé que les 35 heures devaient entraîner des réactions de sanction de notre part [...]». Enfin le même déclare à la presse que le C.N.P.F. étant «légaliste», il ne donnera pas de consignes à ses adhérents pour contrer la R.T.T. une fois la loi votée.

Diantre! Il faut dire qu'entre temps, le projet a été affiné par le tandem Jospin-Aubry. Au bénéfice des entrepreneurs, ce qui explique leur quasi amabilité. Aux avantages acquis dès la première mouture du projet des 35 heures, sont venus s'ajouter une prime majorée supplémentaire de 4 000 francs aux entreprises ayant au moins 60% d'ouvriers et dont 70% des salariés reçoivent au plus une

minimaux, nos politiques au pouvoir ont assuré qu'un smicard bénéficiera des «35 heures payées 39» en gardant le S.M.I.C. mensuel. Par contre, ceux dont les entreprises ne passeraient pas à 35 h seront payés sur la base du S.M.I.C. horaire appelé «rémunération mensuelle minimale» dont on ne sait pas encore sur quoi va reposer la revalorisation. Selon Aubry, qui se défend de créer un deuxième S.M.I.C., il n'y aura pas de perte de salaire grâce au paiement des heures supplémentaires. N'empêche, c'est une nouvelle brèche vers la disparition d'un salaire minimum interprofessionnel garanti pour tous.

Un projet dévastateur

Du côté des prévisions, on ne passera pas sous silence la cacophonie des études réalisées à partir des mêmes chiffres donnés par le gouvernement et qui donne de 700 000 créations d'emplois à... 100 000! Les ministères de l'Économie, de l'Emploi et l'O.F.C.E. n'arrivent pas à s'entendre sur les effets réels de la R.T.T. pour combattre le chômage. Pourtant, le P.S. est sûr de lui: par vantardise? La gauche plurielle qui s'est ressoudée après le recentrage de Jospin sur l'apparente divergence sur le mouvement des chômeurs défendra comme un seul homme le projet de R.T.T. C'est ça où le P.S. se passe d'elle

EDITORIAL

Alain Madelin dirige une confédération syndicale. Ce n'est pas un mauvais scénario de politique-fiction. Non, c'est la scandaleuse réalité, enfin presque. Certainement trop occupé, Madelin a préféré déléguer son clone, Nicole Notat. Progrès de la génétique aidant, les références idéologiques de la doublure sont la parfaite réplique de l'original.

C'est ce que Notat a démontré une fois de plus le 19 janvier sur France Inter. Interrogée sur le mouvement des chômeurs, la dirigeante de la C.F.D.T. a affirmé ceci: «Je crois que la question n'est pas seulement de sortir d'une crise. La question est de savoir comment sortir de cette situation française qui fait que, depuis plus de vingt ans, nous avons finalement, sans avoir jamais osé le dire, fait le choix du chômage plutôt que celui de l'emploi.»

À première vue, le raisonnement paraît assez brumeux. Mais tout s'éclaircit soudain. Adhérente de la fondation Saint-Simon, Notat cite presque littéralement les analyses d'un certain Denis Olivennes, animateur de cette fondation. Dans le cadre de ce club de réflexion, cet économiste libéral a justement rendu public, quelques jours auparavant, une nouvelle «note», reprenant et approfondissant une «note» précédente intitulée «La préférence française pour le chômage».

Proche de Laurent Fabius et ancien bras droit de Christian Blanc à Air France, Olivennes n'a pas l'habitude de faire dans la dentelle. Pour lui, le chômage «demeure l'effet d'une préférence collective, d'un consensus inavoué», «nous avons privilégié la protection du pouvoir d'achat au prix d'un chômage persistant». Pour sortir de cette situation, il propose «une désindexation négociée des salaires réels par rapport aux gains de productivité» et une «baisse immédiate, massive et pérenne du coût du travail non qualifié» par «la suppression définitive des cotisations sociales des employeurs».

La C.F.D.T. et le gouvernement adhèrent à ce cadre idéologique libéral. Conjointement, ils ont dénoncé le mouvement des chômeurs. Main dans la main, ils tiennent à bout de bras la loi sur les 35 heures. Aujourd'hui, la vraie nature de ce projet apparaît clairement: une loi de Robien étendue multipliant les cadeaux au patronat sans contrepartie réelle. La loi sur les 35 heures ne se contente pas de maintenir l'essentiel des baisses de charges décidées par les gouvernements Balladur et Juppé, elle les étend massivement.

Selon ses propres chiffres, le gouvernement estime qu'il faut 10 milliards de francs d'allègement des charges sociales pour inciter le patronat à offrir 10 000 emplois supplémentaires chaque année. Dans ce cadre, chaque emploi nouveau que le patronat daigne créer accroît d'un million de francs le déficit public.

Jospin et Notat ont choisi leur camp. Pour les chômeurs les caisses sont vides. Pour le patronat, les milliards pleuvent.

ISSN 0026-9433 - N° 1109



F°P.2520

Anarchisme et syndicalisme

En quoi la F.O.R.A. a-t-elle été différente ?

LA RÉCENTE PUBLICATION DU livre « Anarchisme et syndicalisme » (1) qui contient le « compte rendu analytique des séances et le résumé des rapports » du congrès anarchiste international d'Amsterdam, tenu en 1907, réactualise la discussion sur l'organisation ouvrière, discussion bien représentée par les points de vue opposés de Monatte et Malatesta. Dans les formes et les modalités organisationnelles du mouvement ouvrier, la F.O.R.A. (Fédération ouvrière régionale argentine) a une place à part. Lorsque Monatte affirme (séance du 28 août) que la C.G.T. française « est la seule organisation qui tout en se déclarant nettement révolutionnaire, soit sans attache aucune avec les partis politiques, mêmes les plus avancés », il se trompe. La F.O.R.A., farouche autonome et fédéraliste, n'a jamais eu des liens ni organisationnels ni officieux avec aucun parti ou organisation politique. Mais elle rajoute à son autonomie sa finalité révolutionnaire et antiétatique. Au V^e Congrès, en 1905, une large majorité vote la motion dite « finaliste » qui recommande la propagande « des principes économiques et philosophiques du communisme anarchiste », destinée à promouvoir l'éducation des ouvriers. « Cette éducation, en empêchant qu'ils s'arrêtent à la conquête des huit heures de travail, les amènera à leur complète émancipation et par conséquent à l'évolution sociale recherchée ».

La F.O.R.A., en continuité directe avec la Première internationale, fut largement influencée par les positions malatestiennes, surtout quand celui-ci dit, en réponse à Monatte : « le mouvement ouvrier est un fait que personne ne peut ignorer, tandis que le syndicalisme est une doctrine, un système, et nous devons éviter de les confondre ». Par contre la F.O.R.A. maintiendra une longue polémique avec Malatesta sur le finalisme anarchiste dans l'organisation. L'Argentine de fin de siècle avait connu une forte immigration européenne (de 1890 à 1914). La première activité anarchiste répertoriée fut la création du Centre de propagande ouvrière d'orientation « bakouniste » en 1876, et les premiers périodiques anarchistes publiés ont été *El Descansado* (Le Sans-chernise) en 1879 et *El Perseguido* (Le Persécuté) en 1890 (2). Entre ces deux dernières dates Malatesta arrive à Buenos Aires (en mai ou en

juin 1885 d'après Luigi Fabbrì), commence rapidement à publier *La Question sociale* en italien et développe une intense activité dans le milieu ouvrier. À travers Ettore Mattei, un autre internationaliste persécuté en Europe et réfugié en Argentine, il entre en relation avec un groupe d'ouvriers boulangers et contribue à la fondation de la première Société de résistance du pays. Malatesta est sollicité pour rédiger les statuts et la Société de résistance d'ouvriers boulangers commence son existence en organisant sa première grève en 1888. Le succès donnera naissance à une série d'autres grèves qui se prolongeront jusqu'à 1890. Malatesta avait quitté Buenos Aires en 1889.

Un syndicalisme d'action directe

C'est sous l'influence de l'anarchisme organisateur agissant en concordance avec le courant socialiste que naîtra la Fédération ouvrière argentine (F.O.A.) en 1901. L'année suivante, pendant le II^e congrès de la F.O.A., se produit la scission de la minorité socialiste. Les Sociétés de résistance qui restent dans la fédération rassemblent 7630 membres, les associations d'orientation socialiste qui la quittent 1780. Ces dernières constituent alors l'Union générale des travailleurs (U.G.T.).

En 1904 - IV^e Congrès - la F.O.A. change son nom par celui de F.O.R.A. ; l'ajout de « régionale » est dans l'esprit de l'époque une façon d'affirmer l'internationalisme. Ce congrès est important aussi parce qu'il y est approuvé le « pacte de solidarité » de la fédération. Le point 10 est rédigé ainsi : « La société (le syndicat) est libre et autonome au sein de la fédération locale ; libre et autonome au sein de la fédération départementale ; libre et autonome dans la fédération régionale ».

Les luttes de la F.O.R.A. ont marqué la société argentine pendant quarante ans. Le coup militaire de 1930 a été dirigé, en grande partie, contre elle. Et ne pouvant pas raconter son histoire ici, je dirais simplement que la dernière grève importante menée par une société (syndicat) de la F.O.R.A. a eu lieu durant la décennie de 1960.

Les syndicats de la F.O.R.A. se sont toujours appelés Sociétés de résistance. Ils étaient une association de métier ; la fédération d'industrie a été combattue comme source de centralisme. Il n'existait pas de permanent rémunéré dans l'organisation. La force de la F.O.R.A. s'exprimait dans les grandes grèves solidaires. Elle défendit l'action directe dans chaque conflit, et se

Conférence « anarchisme et syndicalisme »

organisée par les éditions du Monde libertaire et les éditions Nautilus

Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907) par Arianne Miéville

Anarchosyndicalisme et syndicalisme révolutionnaire sont-ils synonymes ? par Gianni Carola

L'exemple argentin : la singularité de la F.O.R.A. par Eduardo Colombo

Organisation des travailleurs et organisation spécifique : la C.N.T. et la F.A.I. par Franck Mintz

L'organisation des anarchistes par Floréal Melgar
Le mouvement libertaire et les divisions syndicales en France par Daniel Colson

L'anarchosyndicalisme aujourd'hui par Jacky Toublert

le 7 février à partir de 14 heures
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

refus d'accepter n'importe quel type de législation sur le travail ; elle préconisa le boycott, le sabotage et la grève générale révolutionnaire. Le syndicalisme était assimilé à la Charte d'Amiens et fortement critiqué avec l'épithète de « syndicalisme neutre ». C'est la minorité socialiste syndicaliste qui introduit en Argentine les idées du syndicalisme révolutionnaire.

Une identité originale

Les positions théoriques de la F.O.R.A., proches de la critique de Malatesta au syndicalisme comme doctrine, furent clairement explicitées, à l'occasion de la fondation de l'A.I.T. de Berlin en 1923 (3). À ce moment-là la F.O.R.A., qui envoyait deux délégués, revendiquait 200 000 adhérents.

Nous pouvons résumer les objections de la F.O.R.A. au syndicalisme comme doctrine en trois points :

1 - Le syndicalisme ne peut pas se suffire à lui-même parce que la finalité révolutionnaire (pour la F.O.R.A. l'anarchisme) est une condition nécessaire pour que le prolétariat aille au-delà de la simple revendication salariale, ou du niveau de vie au sens économique.

2 - Le concept d'unité économique de la classe est faux parce qu'un minimum de conscience de la situation d'opprimé et de la société qu'on souhaite est indispensable pour adhérer à un syndicat révolutionnaire.

3 - La conception du syndicat comme organe de la société future est inacceptable parce qu'elle contient une proposition étatique dissimulée, et autoritaire, si elle est comprise comme « tout le pouvoir aux syndi-

cats ». La Société de résistance est une réponse au système capitaliste d'aujourd'hui ; la nouvelle société devra créer ses propres institutions non autoritaires. Les critiques à l'A.I.T. de Berlin vont ranimer la vieille polémique autour du finalisme anarchiste de la F.O.R.A., mais maintenant on aura à l'esprit la nouvelle donne qui est la mainmise croissante du Komintern sur les organisations du prolétariat international. En Europe, Malatesta et Fabbrì, en Argentine la rédaction de *La Protesta* présenteront leurs arguments dans de nombreux articles du journal de Buenos Aires et dans *Pensiero e volontà* de Rome.

Avec la mise dans l'illégalité de la F.O.R.A. en 1930, la discussion passa à Barcelone où fut créé *El Productor*, périodique qui défendra la définition anarchiste dans le sein de l'organisation ouvrière.

La déroute de la révolution en Espagne a mis fin à une période et à une polémique. Et pourtant le problème demeure, même si les conditions sociales ont changé et les mots que nous utilisons sont différents.

Eduardo Colombo

(1) Anarchisme et syndicalisme. Le Congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907). Editions du Monde libertaire-Éditions Nautilus, 1997.

(2) La diffusion de *El Perseguido*, qui tirait ses premiers numéros à mille exemplaires, augmente rapidement et passe à 2000 au numéro 36, pour atteindre les 4000 exemplaires au numéro 60 ; chiffre considérable si l'on tient compte qu'à cette époque, l'Argentine avait 4 millions d'habitants avec un territoire cinq fois plus étendu que la France.

(3) Les internationales. Algunas objeciones a Berlin. In *La Protesta*, n°4370 (8 avril 1923).

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris	
	TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____		
N° _____ Rue _____		
Code postal _____ Localité _____		
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)		
NOM _____ Prénom _____		
N° _____ Rue _____		
Code postal _____ Localité _____		
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER		
Etabli. Codes Guichet N° de compte C/C		

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date _____
Signature obligatoire _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

lemonde libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

abonnez-vous!

LILLE

Suspension de la grève de la faim des sans-papiers Seule la lutte paye!

68 JOURS! IL A FALLU attendre plus de deux mois avant qu'une issue ne soit trouvée dans la grève de la faim des sans-papiers de Lille. Celle-ci a largement battu en durée la grève de 62 jours du printemps dernier. Et tout ça pour obtenir 10 régularisations tout de suite, 5 assignations à résidence pour les grévistes victimes d'interdictions de séjour (afin de permettre la levée de celles-ci, avec l'assurance de leur régularisation qu'a promis la préfecture) et 5 refus de régularisation « en l'état actuel des dossiers », refus que le Comité et les grévistes jugent inacceptables et arbitraires. La préfecture devait-elle attendre aussi longtemps avant de donner ces réponses ?

Avant de juger de ces résultats, il est nécessaire de revenir sur ce mouvement et ses raisons.

La grève de la faim de 20 sans-papiers à Lille avait des caractères particuliers par rapport aux précédents mouvements. Elle avait été déclenchée à l'origine face à l'inertie de la préfecture du Nord, qui tardait à fournir des réponses aux demandes de régularisation dans le cadre de la circulaire Chevènement du 24 juin 1997, face à ses attermoissements, elle qui reconvoquait (et reconvoque toujours) les personnes de mois en mois alors que leurs dossiers étaient complets.

Ce n'était pas encore un mouvement de protestation contre des refus de régularisation prononcés par les autorités. Bizarrement la préfecture du Nord n'en avait encore prononcé aucun, alors que d'autres régions (dans le Pas-de-Calais voisin, dont le préfet est le même) et collectifs commençaient à en être submergés (notamment le collectif de Saint-Denis qui en totalise 600). Il semble que la préfecture, par ses mesures dilatoires, attendait au maximum avant d'annoncer les non-régularisations. Peut-être le jugement de Pierre Mauroy suivant lequel le comité était « quasi insurrectionnel » était-il partagé par le préfet. Peut-être pensait-elle aussi pouvoir passer sans encombre l'échéance des élections régionales.

C'était une grève de la faim en grande partie effectuée par des célibataires, catégorie qui partout en France fournit le gros des troupes de « refusés » par les

préfectures. C'était aussi la première confrontation nationale du mouvement des sans-papiers avec le gouvernement de gauche plurielle.

C'était une grève de la faim de « jusqu'au boutistes » (qualificatif trouvé par la *Voix du Nord* du 21 janvier). Les grévistes faisaient pour la plupart partie de ceux qui depuis 17 mois font vivre le comité. Cela explique leur détermination. Cela explique aussi le fait qu'ils soient arrivés à ce résultat.

En effet, ces papiers, c'est à eux seuls qu'ils les doivent et non à une mobilisation (inexistante) de la gauche institutionnelle ou intellectuelle.

Durant ces deux mois de luttes, nous aurons eu l'occasion de faire la comparaison entre les méthodes de l'État « droite musclée » contre le gouvernement « gauche plurielle ». La différence est subtile.

Provocation au suicide?

On a eu droit cette fois-ci à un « plus » par rapport aux précédents mouvements. Au 50^e jour de grève, alors que la fatigue se faisait de plus en plus sentir parmi les grévistes, ceux-ci ont reçu par courrier individuel les réponses promises par la préfecture lors de l'entrevue du 29 décembre : 9 refus et aucun régularisé! C'était un coup de massue, une provocation délibérée... La préfecture faisait le pari que les grévistes de la faim manqueraient de détermination et lâcheraient (il faut dire que des rumeurs de fausse grève de la faim circulaient, notamment à la mairie). L'effet sera inverse.

Les raisons invoquées pour justifier ces « invitations à quitter le territoire avant le 31 janvier » étaient des plus farfelues. Ainsi, à 3 Sénégalais dont les pères respectifs étaient français (anciens tirailleurs...), on reprochait de ne pas apporter la preuve que le père subvenait encore à leurs besoins (alors qu'eux-mêmes sont majeurs depuis des années)...

Ces refus politiques et arbitraires n'entraînaient même pas dans le cadre de la circulaire Chevènement!

Alors que la mobilisation montait autour des sans-papiers et en lien avec le mouvement des chômeurs (dont la grève de la faim a profité à plein), la

réaction ne se fit pas attendre : le soir même, lundi 5 janvier, les locaux de la Fédération du Nord du P.S. étaient occupés par une cinquantaine de personnes très en colère (F.A., Comité anti-expulsion de Villeneuve-d'Ascq, A.C.I., soutiens individuels des sans-papiers...) face au silence de celui-ci sur cette provocation.

Le P.S. refusa de condamner publiquement l'irresponsabilité préfectorale. L'occupation devenait inévitable, l'expulsion aussi. Deux heures plus tard, le local était vidé par la police nationale.

D'autres actions d'occupation se dérouleront quasi journellement jusqu'à la fin du mouvement : le mercredi 14, à la permanence de Michel Delbarre (chef de file du P.S. pour les régionales), expulsion musclée, le 15 à la permanence du député P.S. Alain Cacheux qui nous déclara qu'il était « pour l'application de la circulaire, de toute la circulaire, rien que la circulaire », contre l'abrogation des lois Pasqua, etc., le 18 au Palais des Beaux-Arts de Lille, et le 19 une nouvelle tentative à la Fédération du Nord du P.S. qui accueillait son chef: François Hollande himself. Cette tentative fut bloquée par des cordons de flics opportunément déployés à la demande des socialistes qui en avaient visiblement assez de devoir accueillir des indésirables (sans-papiers ou chômeurs à au moins trois reprises en 15 jours). François Hollande accepta de recevoir une délégation de manifestants qui s'entendit dire que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, qu'il fallait attendre la fin de la circulaire et voir, qu'il n'était pas question de régularisation globale et que, d'ailleurs pour ce qui concerne ces Sénégalais de père français à qui on a donné des refus, leur régularisation irait tellement mieux si leur père venait en France, pourquoi ne les font-ils pas venir? Surréaliste.

Depuis quinze jours également, la Coordination nationale des sans-papiers avait relayé la grève de la faim sur Paris et au niveau national. Des sans-papiers étaient descendus en bus des collectifs parisiens. La grève n'était plus vraiment locale et ça, c'était sans doute ce que craignait par dessus tout le gouvernement (interpellé à ce sujet le 13 janvier, Chevènement affirma ne pas être au courant...).

■ **L'Anarcho n°11 est sorti.** Intitulé « Michel Onfray, pour un hédonisme libertaire », c'est un dossier de 42 p consacré à l'auto de « La politique du rebelle ». On peut le demander à ADCL, B.P. 4171, 06303 cedex 4 Nice. (prix libre).

■ **Exposition sur l'éducation libertaire jusqu'au 25 février** au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff, Rennes. Ouvert le mercredi de 15 à 18 heures et le samedi de 15 à 19 heures. On peut aussi y rencontrer les compagnons du groupe « La Commune ».

■ **Une liaison de la F.A. est en cours de création en Lozère.** Pour tous contact : c/o L'Antré Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.

■ **Le groupe Emma Goldman de Bordeaux tient ses permanences les jeudis de 17 à 19 heures et samedis de 15 à 17 heures au 7, rue du Muguet.**

■ **Le numéro 8 du bimestriel anarchiste grenoblois La Faille est sorti. Vous pouvez vous y abonner : 36F les 6 numéros (1 an ; chèque à l'ordre de L.A.P.) Pour tout renseignement : B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 2.**

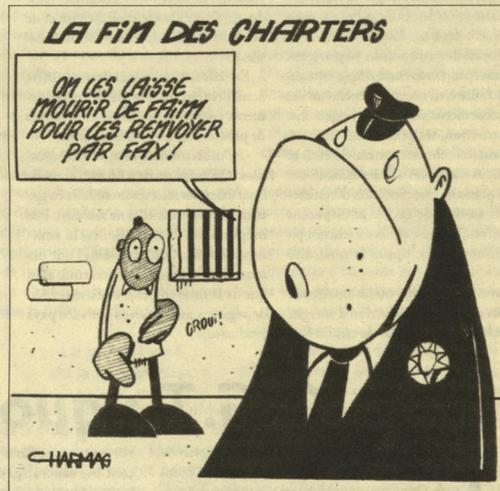
■ **Le groupe de Cherbourg suspend ses permanences ; un nouveau numéro de sa feuille « Le pépin noir » vient de paraître. On peut l'obtenir contre un timbre (ou plus) à : G.R.E.L., B.P. 12, 50130 Octeville.**

Après deux mois de silence assourdissant, la préfecture a rouvert le dialogue à l'issue de la manifestation commune sans-papiers-chômeurs du samedi 17 janvier, qui rassembla plusieurs milliers de personnes dans Lille. Cette entrevue fut obtenue sur l'insistance du professeur Léon Schwarzenberg, qui participait à la manifestation. La préfecture saisit sans doute l'occasion de négocier pour sortir de cette situation de plus en plus épineuse : les grévistes ne lâchaient pas et leur état de santé devenait très préoccupant. L'un d'eux était même en train de déclencher à nouveau une grève de la soif (1).

Cette rencontre permit la mise en place d'une commission de travail (C.S.P. 59, M.R.A.P., L.D.H. et préfecture) pour débloquer la situation et aboutir aux résultats que l'on sait.

politique verse des larmes de crocodile sur le peuple algérien. Il s'agit aussi d'un Guinéen, poursuivi par son gouvernement qui a même fourni comme preuve des dangers qu'il court en Guinée un mandat d'arrêt de son gouvernement contre lui pour participation à coup d'État!

Une brèche a été ouverte à Lille dans la régularisation sélective opérée par le gouvernement Jospin, à l'heure même où Chevènement promet devant le Sénat plus de 50% de refus. Nul doute que le combat des sans-papiers pour la régularisation globale va continuer. La colère monte dans d'autres collectifs de sans-papiers. Des collectifs issus de foyers de travailleurs immigrés font leur apparition. Le gigantesque fichage a créé des situations inextricables. Ainsi, il semblerait, notamment en région pari-



Sur les 9 refus prononcés par le préfet au 50^e jour de grève de la faim, il n'en subsiste plus que deux. C'est dire la valeur des motifs des refus et l'arbitraire dont jouit la préfecture quant à ses décisions.

Les dix régularisations dépendaient directement du préfet sauf une (asile territorial pour un algérien), prononcée après décision du ministre de l'Intérieur. Sur les 5 cas qui lui ont d'ailleurs été soumis, Chevènement n'en a régularisé qu'un. Cela traduit la volonté gouvernementale d'éviter à tout prix les précédents : la grève de la faim ne doit pas payer, surtout au niveau national.

Pourtant la lutte a payé. Grâce à elle ont été régularisés des célibataires présents depuis des années en France, qui jusqu'alors n'avaient que peu d'espoir de l'être (2).

Un nouveau combat doit être maintenant mené pour les 1960 demandes en attente dans le Nord et contre les 5 refus actuels (3 demandeurs d'asile, un célibataire et un parent d'enfant français victime du trouble à l'ordre public avant une éventuelle condamnation définitive dans un procès en cours (3)). Il s'agit notamment d'un jeune Algérien de 19 ans, menacé directement par les intégristes, auquel le ministre refuse le droit d'asile, au moment même où les massacres atteignent des sommets en Algérie et où l'ensemble de la classe

sienne que des sans-papiers aient été licenciés par leurs patrons après des pressions de l'administration qui avait eu connaissance de leur emploi durant la procédure de régularisation. Ceux-ci sont maintenant non seulement sans papiers, ils sont aussi sans ressource!

Des luttes, il y en aura encore. Des grèves de la faim, sans doute!

Le comité de Lille va continuer quant à lui, notamment en s'appuyant sur les contacts privilégiés qu'il a noués avec les chômeurs en lutte d'Arras. Déjà, ils ont en commun un projet de caravane commune Sans Papiers-Chômeurs dans la région. A suivre...

Bertrand Dekoninck - groupe Humeurs noires (Lille)

(1) Algérien fuyant le F.I.S., il fut évacué dans un état très critique au C.H.R. le jeudi 21 janvier puis, après une tentative de suicide durant la nuit, sur une unité psychiatrique de Saint-André dans la banlieue lilloise. Le 26, il regagna le local de lutte des sans-papiers. Il va bien.

(2) La circulaire prévoit que les célibataires doivent faire la preuve qu'ils ont au moins 7 ans de présence continue en France dont une période de situation régulière. La préfecture refusait d'accepter leurs preuves mais aussi les visas et autorisations provisoires de séjour comme garant d'une période de situation régulière. Elle a été contrainte de les accepter.

(3) Procès gagné en première instance, perdu en appel, actuellement en cassation.

En bref

Quels choix énergétiques ?

SUITE À L'ARTICLE « L'insoutenable légèreté d'E.D.F. » de Sacha Kagan (M.L. n° 1103) portant sur le choix énergétique français du (presque) tout nucléaire, j'aimerais apporter un point de vue un peu différent quant à une des alternatives proposées pour la production d'énergie: la cogénération.

Choix énergétiques des pays occidentaux

Depuis 1945 et encore plus depuis 1973, les « puissances occidentales » ont du définir des stratégies propres dans leurs choix énergétiques. Il fallait pouvoir faire face à la demande intérieure tout en s'assurant un approvisionnement en combustible viable sur plusieurs décennies. En fonction du contexte économique et politique, chacune de ces « puissances » a donc développé une stratégie particulière. Ainsi, le nucléaire civil a pu connaître ses heures de « gloire », et ce en particulier dans les pays qui avaient développé le nucléaire militaire (c'est le cas de la France mais également des États-Unis).

Moyen de production permettant une indépendance énergétique espérée, le nucléaire civil nécessite cependant des investissements très lourds (ingénierie, construction, traitement des déchets, démantèlement des centrales, etc.) et constants sur plusieurs années. Seuls des États pouvant planifier leurs investissements au-delà de 10 ans et disposant d'une forte emprise sur la société ont pu continuer à développer le nucléaire civil.

Dans d'autres pays où les entreprises privées assurent la production d'énergie, le nucléaire civil a perdu du terrain face

à l'utilisation de combustibles fossiles. Cette solution peut permettre, entre autres choses, de rentabiliser les investissements privés en moins de cinq ans, devenant ainsi plus « acceptable » aux yeux des entrepreneurs. Seul inconvénient dans cette logique économique, il faut être sûr de disposer de combustibles fossiles en grandes quantités et à un prix « acceptable ». Cette garantie peut être alors fournie par des États disposant de moyens de pression efficaces à l'égard des pays producteurs. Suivez mon regard...

Cogénération contre nucléaire ?

En revenant à l'article de Sacha Kagan, si la politique d'E.D.F. en matière de nucléaire est effectivement inacceptable et si les pages publicitaires sur les effets positifs du nucléaire sont le pur produit d'une manipulation pour le moins malhonnête, il ne faut pas pour autant comblé de louanges la mise en place de systèmes de cogénération (production simultanée d'électricité et de chaleur à partir de combustibles fossiles).

En effet, si la cogénération offre actuellement un des meilleurs rendements énergétiques parmi les systèmes de production, elle implique aussi :

-1/ l'utilisation de combustibles fossiles. On méconnaît à l'heure actuelle l'état exact des réserves mondiales en gaz et en pétrole, mais elles ne sauraient être inépuisables... Par ailleurs, le commerce du gaz et du pétrole est l'une des sources majeures de conflits armés ainsi que de la mise en place et du maintien de régimes autoritaires dans les pays producteurs.

-2/ le développement de l'auto-production d'énergie en France. Dans le contexte européen actuel (démantèlement des monopoles publics, privatisation d'activités de service public), la cogénération permet l'ouverture du secteur de la production d'énergie (électricité notamment) à des investisseurs privés. Les installations de cogénération, qui peuvent être de taille bien plus modeste que des centrales nucléaires, offrent une rentabilité rapide. Et, ce d'autant plus qu'en France, pour des raisons écologiques et libérales, E.D.F. est dans l'obligation de racheter l'électricité produite par cogénération (les conditions de rachat de l'électricité dépendent pour une grande part de l'efficacité du lobbying du secteur privé). On comprend alors mieux que des entreprises telles que la Compagnie générale de chauffe

(Générale des eaux) ne restent pas inactives en matière de pression et de communication, quitte à emprunter pour l'occasion un discours écolo « relooké ».

Essentiellement pour ces deux raisons, il me semble que le (faux?) débat cogénération/nucléaire ne relève pas simplement d'une opposition entre « antinucléaires » et « nucléocrates » mais également, en France, d'une opposition entre « privé » et « public ». Ce ne sont pas les écologistes (associations, partis ou organismes divers) qui peuvent peser lourd dans les discussions et proposer des alternatives, même si leur espace de parole a augmenté et si leurs thèses sont reprises par les entrepreneurs privés. Encore une fois, les choix énergétiques vont suivre les intérêts politiques et économiques des forces en présence dans chaque pays. De son côté, le consomma-

teur particulier ne pourra ni décider, ni être complètement informé. À nous d'essayer d'accéder à l'information la plus variée et à nous de nous méfier de tous les discours.

Quelle production d'énergie humainement supportable?

Comme cela a été dit et redit, en particulier par des écologistes politiques et/ou scientifiques (dont certains font partie de l'ex-A.F.M.E., A.D.E.M.E. maintenant), les solutions sont à rechercher du côté des énergies dites renouvelables (l'énergie éolienne connaît un certain élan aujourd'hui, tout relatif certes...) et de la baisse de la consommation énergétique.

Accusées depuis longtemps d'être peu rentables et insuffisantes, les énergies renouvelables se portent toujours presque aussi mal. La recherche dans ce domaine, il est vrai, ne dispose pas des moyens mirobolants de la recherche associée au nucléaire civil (il suffit de penser au C.E.A...). En plus, quel commerce peut-on faire avec des systèmes de production d'énergie fondés sur l'utilisation d'énergie naturelle disponible pour tous?

À son tour, la baisse de la consommation énergétique n'est pas pour demain (à moins qu'il n'y ait une troisième crise mondiale du pétrole...). La politique d'économie d'énergie (dite aussi d'efficacité énergétique) gagne un peu de terrain mais bien moins que la politique productiviste et consummatrice sur laquelle reposent de nombreux États. Et le problème, me semble-t-il, est vraiment là. Seule une remise en question de la société de consommation permettrait d'enrayer la « gabegie » tant énergétique, qu'environnementale et surtout humaine.

Bruno Alonso



Livre C.G.T.: quo vadis?

UNE FOIS DE PLUS le Livre parisien a fait parler de lui. Une fois de plus, personne n'y a rien compris. Oserons-nous dire en renchérissant que ni Monatte ni Lecoin n'y retrouveraient leurs petits? Qui lit régulièrement le *Monde libertaire* se souviendra que nous avons déjà évoqué l'alliance étrange dans les syndicats du Livre parisien du Syndicat des correcteurs (ex-enfants terribles de la Fédération du Livre) et de la section des rotativistes (ex-champions de la majorité confédérale) (1). Qu'à quelques années du troisième millénaire des anciens protagonistes en viennent à une même démarche syndicale peut interroger.

Certes le tissu social a changé et les technologies nouvelles ont tout dévasté. La convention collective du labeur règne sur des ruines, l'édition ne voudrait que des travailleurs indépendants et la presse quotidienne envoie les ouvriers du livre à la casse (2). Bref, tout ce qui venait de l'époque du plomb, — conditions de travail, salaires — est à passer aux oubliettes et via la fée informatique, vive le travail à la carte et les qualifications multiples.

Dans ce panorama lugubre les ouvriers du Livre « traditionnel » n'ont pour seule alternative qu'à attendre la retraite ou aller à l'A.N.P.E. Dans ce qui était le bastion syndical, la presse quotidienne parisienne, tout le monde s'était « endormi » à la fin du conflit du « Parisien libéré » (3). On avait vaincu le patronat et plomb a fait place à la photocomposition, qui elle-même s'est inclinée devant la P.A.O. Cette dernière, aux dernières nouvelles, serait même balayée par le Q.P.S. (Quick processing system) qui mieux encore que les travailleurs du livre peut éliminer les secrétaires de rédaction...

Dans ce difficile combat entre tradition et monde high-tech, que viennent faire les références à la Fédération nationale des syndicats (guesdiste et centralisatrice) et à la Fédération des Bourses du travail (fédéraliste et anti-autoritaire)?

Chacun aura pu lire dans *Le Monde* daté du 16 janvier le « pavé publicitaire » signé par les secrétaires rotativistes,

correcteur, et Paris diffusion presse (N.M.P.P.). Dénonçant bureaucratie, pensée unique syndicale, défendant les syndicats de métier, débattant sur la place publique des conflits syndicaux, ce texte aura fait couler beaucoup d'encre (4)...

Certes, le fond du problème est que le Syndicat général du Livre s'est transformé à son dernier congrès en Syndicat général du livre et de la communication écrite (S.G.L.-C.E.). C'est-à-dire que tout le monde est invité à y prendre docilement place.

Les correcteurs ont toujours été opposés à un syndicat unique. La Chambre typographique parisienne (C.S.T.P.) répond un « oui, mais » et, chose nouvelle, les rotativistes et une partie des N.M.P.P. ne veulent plus rester au S.G.L....

Il est trop tôt pour savoir si la direction syndicale de Montreuil va trancher. Le Syndicat des correcteurs pourra-t-il continuer son chemin dans la C.G.T. en restant lui-même, les rotativistes croiront-ils toujours aux syndicats de métier et aux Bourses du Travail? Le printemps nous le dira peut-être...

Sitting Bull

(1) Et « exterminateurs » des anarchosindicalistes dans les années 50...

(2) Le labeur parisien comptait des entreprises comme Chaix ou Lang qui employaient des milliers d'ouvriers. Les correcteurs de la presse périodique voient l'avenir autrement mais les syndicats du Livre ne sont pas signataires des conventions collectives.

(3) Vers la fin des années 70, le directeur du *Parisien libéré*, Amaury, a voulu retirer la confection de son quotidien aux ouvriers du Livre C.G.T. D'ou grève longue et dure, puis victoire... temporaire.

(4) Les autres syndicats du livre ont dénoncé une « scission », une « activité anti-C.G.T. », tout en soulignant la duplicité du patronat. Chez les correcteurs, certains, tout en étant d'accord sur l'ensemble du texte (quoique les accusations de bureaucratie valent aussi pour les signataires), s'interrogent sur la façon de procéder et la durée des alliances.

PRISON

Avertissement

Brimades, vexations, exploitation, tel est le lot quotidien des détenus. Quand ce ne sont pas les coups, comme à la prison de Grasse, où les matons ont fêté la Saint-Sylvestre à leur façon (Le Monde du 24 janvier 1998). Mais, dans le sordide, il y a pire. La mort rode en permanence dans nos geôles démocratiques. Suicides ou morts liées à des maladies non soignées sont fréquents. Aussi, à Fleury Mérogis, pour défendre un des leurs, souffrant de pathologies lourdes et en état dépressif grave, un certain nombre de détenus font circuler une pétition et lancent un avertissement à l'administration ainsi qu'à la justice.

La rédaction

Ce communiqué ne doit pas être lu comme différenciant les « bons » des « méchants », mais pour dire que les détenus dont la culpabilité est réciproquement reconnue et qui de ce fait arrivent tant bien que mal à supporter l'insupportable des conditions carcérales ne peuvent plus, devant la recrudescence des suicides et des décès suite à des maladies que l'incarcération aggrave, se lever le matin avec un mort dans leur cellule.

Que ce soit une mort dite naturelle, un suicide ou ce phénomène de survivance que le désespoir n'arrive pas à éteindre.

La dignité des mourants interdit qu'un homme soit le témoin involontaire de leur fin. Nous, détenus coupables de pauvreté dans notre majorité, ne sommes pas condamnés à voir mourir autrui. Ce n'est pas inclus dans notre peine et nous ne sommes pas les « surveillants » de nos codétenus en danger de mort.

Pas plus que nous ne voulons devenir les « fossoyeurs moraux » en enterrant en nous le souvenir des codétenus décédés. D'être tous mortels fait que la véritable peine de mort est de mourir en prison.

A. H. Benotman

abonnez-vous!

Le tigre de papier et les dragons en plastique

Le désordre financier en Asie et la crise économique et sociale en Chine (1).

EN SEPTEMBRE 1997, deux mois avant l'effondrement du système bancaire de l'Asie orientale, se tenait le XV^e congrès du P.C. chinois. À cette occasion, et à propos de la réforme de l'industrie d'État, les différentes tendances de la bureaucratie se sont mises d'accord sur un compromis de circonstance. Une fois de plus, ce compromis tient compte, à la fois, du rapport de force en son sein et des dangers de la révolte sociale. Depuis le milieu des années 80, la nécessaire réforme de l'industrie d'État hante les bureaucrates chinois. Quelques données aident à cerner l'importance du problème. Ce secteur regroupe environ 120 000 grandes entreprises, dont 7 000 sont directement dirigées par le gouvernement central, essentiellement celles relevant du complexe militaro-industriel – ce qui repré-

sent aux inégalités sociales et à l'exploitation sauvage dans les entreprises à capitaux étrangers des Zones économiques spéciales (Z.E.S.). Dans un premier temps, la bureaucratie chinoise avait cru pouvoir introduire dans le secteur étatique les critères occidentaux de rentabilité, liant le salaire à la productivité. Mais le propre de l'exploitation du travail sous le système capitaliste d'État est de ne pas permettre de passer de l'exploitation extensive à l'exploitation intensive. Un saut qualitatif dans le processus de la valorisation du travail étant impossible, la classe dirigeante s'est vue contrainte de chercher d'autres solutions. Elle a d'abord contourné le problème en créant les Z.E.S., où la force de travail est pour la première fois traitée comme stricte marchandise. Il lui a fallu ensuite moderniser le contrôle politique de la société, suite à la dis-

parition de sociétés par actions, et la création de sociétés de gestion des actifs publics. Ce qui permet un partage du capital entre diverses fractions de la bureaucratie. Des ouvriers se voient aussi obligés d'acheter des actions des entreprises... Seul moyen permettant de conserver leur statut d'ouvrier d'État! Il s'agit là, en réalité, d'une ponction effectuée par l'État sur le maigre revenu ouvrier, et d'une épargne forcée (3). Malgré ces « efforts patriotiques », en 1997, la réforme de l'industrie d'État aurait mis au chômage deux millions de travailleurs et dix millions doivent perdre leur place dans les trois années à suivre. Les anciens travailleurs garantis découvrent ainsi les affres de l'insécurité. Outre le chômage, il existe toute une variété de situations intermédiaires, allant de la conservation du statut d'ouvrier d'État sans salaire (afin de préserver les prestations sociales), à la mutation vers des entreprises affiliées créées par l'entreprise d'État, fonctionnant dans le cadre du marché. D'un bout à l'autre du processus, ce sont les bureaucrates qui mènent le jeu, avec tous les abus qu'on imagine – accroissement de la corruption, enrichissement sans frein.

force de travail, ajouté à leur rôle traditionnel d'auxiliaires de police (indics, briseurs de grèves, etc.). Dans les régions où est en cours le démantèlement des industries d'État, elles se transforment en bureaux d'aide sociale, utilisés pour trouver du travail aux chômeurs (4), voire en organismes de charité, chargés d'« apporter la chaleur » aux pauvres. Derrière la façade de la réforme, se profile ainsi la transformation de la bureaucratie et de sa fonction économique. Dans les régions où la réforme est la plus avancée, on constate la création massive d'entreprises affiliées aux entreprises d'État mais fonctionnant dans la sphère privée de l'économie. La plupart de ces sociétés se dédient au commerce. Elles avaient fait leur apparition dès 1985 mais elles se sont surtout développées après 1992, c'est-à-dire après l'écrasement de la révolte de Tian'anmen et la répression qui a suivi. Souvent elles se bornent à jouer sur la différence entre les prix du Plan et ceux du marché pour les marchandises produites dans les entreprises d'État. Dans la plupart des cas, ces sociétés vident les entreprises d'État de leurs éléments les plus modernes, matériels ou humains. C'est ainsi que les membres de la bureaucratie qui les contrôlent réalisent un transfert des activités productives viables de la « propriété d'État » vers les sociétés de la sphère du marché. En général, ce n'est qu'après cette opération que la faillite est déclarée.

frayante encore. La région qui était hier encore présentée comme la plus dynamique de l'économie planétaire est aujourd'hui au bord de la banqueroute. De même, la réussite, tant encensée, de l'économie chinoise ne cache-t-elle pas un développement spéculatif fondé sur ce pillage par les bureaucrates-businessmen des richesses produites pendant l'époque du « socialisme réel »? La forme totalitaire du pouvoir politique, associée aux intérêts du capitalisme international, aideraient à dissimuler la situation réelle, l'immense désastre économique et social (6).

Une fois de plus, la comparaison avec la situation dans l'ex-U.R.S.S. vient à l'esprit. La différence essentielle reste l'unité politique maintenue par la bureaucratie-État. Mais jusqu'à quand? Dans l'immédiat, la perte de compétitivité des exportations va essouffler l'économie alors même que la chute des investissements étrangers (originaires des pays voisins) dans les Z.E.S. va s'accroître (7). D'autre part, le rôle de la place financière de Hong Kong, comme point d'attraction des capitaux spéculatifs accaparés par les bureaucrates pillards, se trouve affaibli. Les tendances anti-réforme vont s'en trouver renforcées d'autant, et les luttes à l'intérieur de la classe dirigeante risquent de redoubler d'intensité. En outre, le secteur de l'industrie d'État une fois déstructuré et vidé de ses forces les plus dynamiques, on peut aussi envisager un affrontement au sein de la nouvelle classe dirigeante de business-bureaucrates, entre les courants nationalistes et ceux liés aux intérêts du capital spéculatif international. À moins que la révolte des prolétaires, jusqu'ici sporadique, ne prenne une ampleur telle qu'elle ne modifie le rapport des forces et n'ouvre quelques perspectives d'émancipation sociale.

Charles Reeve

(1) Charles Reeve et Hsi Hsuan-wou viennent de publier: *Bureaucratie, bagnes et business*, L'Insomnie, Paris, 1997, (215 p., 60 F., en vente à la librairie du Monde libertaire)

(2) Environ 30% des hôpitaux et des écoles sont toujours gérées par les entreprises d'État. Voir Roland Lew, « La Chine privatise mais avec prudence », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1997.

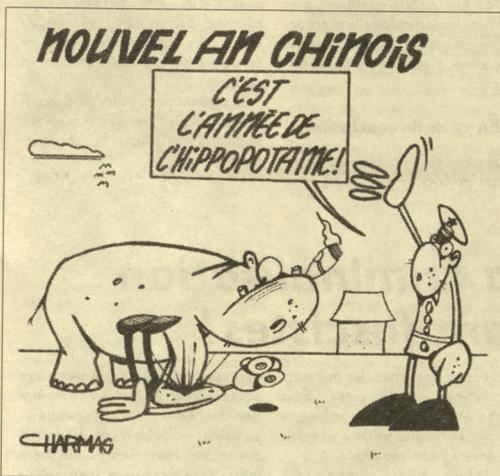
(3) En 1994, 20% du déficit des entreprises publiques était déjà financé par le recours à l'épargne populaire. Voir *Perspectives Chinoises*, n°43, Hongkong, septembre/octobre 1997.

(4) C'est le cas, par exemple à Shenyang, ancien grand centre industriel de Mandchourie, ville où 40% à 50% de la population est au chômage

(5) En Russie, l'évasion annuelle de capitaux dépasse la totalité des aides, crédits, prêts et investissements étrangers. Voir Katrina V. Heuvel et Stephen F. Cohen, « The other Russia », *The Nation*, N.Y., 11 août 1997.

(6) Lors de sa conférence publique à Paris, le 16 janvier 1998, le dissident Wei Jingsheng (expulsé de Chine après avoir fait 18 ans de prison) a défendu cette idée. Voir Wei Jingsheng, *la cinquième modernisation et autres écrits du printemps de Pékin*, textes réunis, traduits du chinois et présentés par Huang San et Angel Pino, Paris, Christian Bourgois Éditeur.

(7) Avant la crise financière.



L'émergence de révoltes ouvrières

La classe dirigeante, redoutant le chaos que provoquerait une explosion sociale, n'est pas non plus à l'abri de l'inquiétude. Au cours des débats du XV^e congrès, Zhu Rongji, troisième personnage de l'État, a déclaré avec une franchise peu coutumière: « Je crains qu'une réforme fébrile des entreprises d'État ne provoque des cataclysmes sociaux que nous avons peine à imaginer. » En effet, depuis plusieurs mois, des révoltes ouvrières éclatent dans plusieurs régions et villes contre les conséquences de la réforme. Les manifestants prennent souvent pour cible de leur colère les bâtiments du parti-État, jugé responsable de la situation. Pour le moment ces révoltes restent localisées, ce qui permet au pouvoir central de jouer, selon le cas, de la carotte et du bâton – obliger les banques à débloquer les sommes nécessaires au paiement des arriérés de salaires ou de retraites, ou faire donner la police armée. Le désarroi des révoltés est si grand qu'ils vont jusqu'à exprimer leur nostalgie de l'ancien « bonheur socialiste » – situation qui n'est pas sans rappeler celle de l'ex-U.R.S.S. En outre, ces regrets trouvent facilement un écho dans la fraction conservatrice de la bureaucratie, celle qui n'a pas su profiter du démantèlement de l'industrie et des avantages du marché. Il s'agit donc de révoltes peu porteuses d'un espoir d'émancipation et sans lien direct avec les grèves des Z.E.S., menées contre une exploitation et un autoritarisme patronal plus féroces. Cela explique aussi la différence d'attitude des anciennes organisations de masse: syndicats, organisations de femmes, de la jeunesse, de retraités. Dans les Z.E.S., elles jouent un rôle de fournisseurs et de gestionnaires de la

Le grand bond de la spéculation

En conclusion, si la forme juridique de la propriété reste celle de l'État, on assiste à une appropriation privée du capital et des profits des anciennes entreprises d'État. Cette appropriation se retrouve rarement dans un investissement productif nouveau, une relance de la production sur des bases capitalistes plus saines. Les bureaucrates qui s'approprient cette richesse l'investissent dans des secteurs spéculatifs, à l'intérieur du pays (immobilier, marché du sexe ou de la drogue) ou à l'extérieur (Bourses asiatiques ou même marché financier international). Une petite portion est réinvestie dans les Z.E.S. par l'entremise de la diaspora de Hong Kong ou d'autres. Comme en Russie, on assiste à un pillage en règle des actifs de l'ancien secteur étatique au profit des secteurs de la bureaucratie mieux adaptés au marché et plus liés au capitalisme international (5). Toutes ces observations conduisent à mettre un sérieux bémol à l'idée que ce processus serait une transformation de la bureaucratie en classe bourgeoise classique. Quand on sait que le système bancaire coréen était un modèle pour la direction actuelle de la bureaucratie chinoise, on comprend que le désarroi et l'inquiétude la gagne. La crise financière actuelle en Asie aura nécessairement des répercussions sur la scène chinoise. Mais, surtout, cette crise est peut-être le premier épisode d'une révélation plus ef-

sente plus de 100 000 millions de travailleurs. Le secteur est aujourd'hui déficitaire à plus de 70%, les pertes augmentant régulièrement de 10% par an. Jusqu'à une date récente, les banques d'État épongeaient le déficit mais 20 à 30% des emprunts bancaires restent impayés. Depuis quelques années, l'État refuse ces financements qui étaient source d'inflation. Alors qu'en 1980 ce secteur constituait 80% de l'activité industrielle, en 1997 il ne représente plus que 30%. Ces grandes entreprises, organisées sur l'ancien modèle soviétique, continuent à offrir la fraction « sociale » du salaire: logements, sécurité sociale, retraites (2). On comprend aisément que le démantèlement de ce secteur renvoie directement à la question sociale. Il implique, à terme, la fin de l'ancien statut du « bol de riz en fer », ou de l'ouvrier permanent. Il est aujourd'hui menacé, tout d'abord, par le désengagement financier de l'État: les salaires ne sont plus payés, les retraites réduites ou supprimées. Les conséquences sociales de cette « réforme » viennent s'ajouter à la précarité des nouveaux statuts du travailleur, dits du « bol de riz en porcelaine », aux migrations massives des « prolétaires flottants »,

parition de l'ancien carcan maoïste (« mouvements », organisations de masse, défilés, réunions, critique, autocritique, etc.), disparition amorcée avec le démantèlement de l'agriculture collectivisée.

La bureaucratie se partage le capital

Aujourd'hui, la bureaucratie prétend, enfin, être en mesure de s'attaquer de front au démantèlement de l'industrie d'État. Or, en fait, ce processus est en cours depuis des années déjà. Avec toute la prudence qu'exige une situation d'instabilité sociale, les autorités locales s'étaient essayées aux fusions, démantèlements et mises en faillite. Les entreprises d'État devenues autonomes devaient affronter la concurrence du marché. La classe dirigeante ne fait en somme qu'essayer d'adapter le cadre juridique à la nouvelle situation, en votant par exemple une loi sur les faillites. Ces modifications s'opèrent toutefois sans que la propriété étatique soit véritablement entamée. En particulier, la bureaucratie refuse toujours l'idée d'une privatisation des entreprises d'État dans la grande industrie et préfère mettre l'accent sur la transformation de ces entreprises

La crise asiatique

L'argument monétaire pour la mise au pas des populations

LE CAPITALISME EST COMME cela : il va de crise en crise en expliquant que la crise est conjoncturelle... et que la prospérité est au coin de la rue (comme le disait le président Hoover en 1929). Moi, au coin de la rue, je vois plutôt des mendiants et parfois des manifestations de gens qui n'en peuvent plus de ce système absurde.

Les marchés financiers ou le règne du cynisme et de l'irrationnel

La crise asiatique a commencé en juillet avec la dévaluation très forte du bath, la monnaie thaïlandaise. Ceci annonce simplement que les investisseurs internationaux privés viennent de retirer leurs capitaux, car ils ne croyaient plus à la rentabilité de leurs investissements. Du coup, la monnaie locale n'est plus demandée et elle chute. Ceci n'est que l'iceberg dont le fond est le retrait des capitaux et la mise au chômage de millions de personnes. Le problème avec les marchés financiers, c'est qu'ils sont la proie de comportements mimétiques car personne parmi les investisseurs ne sait à qui se référer si ce n'est à son voisin. C'est ainsi qu'une simple présomption peut engager des mouvements de capitaux énormes. En clair, si certains commencent à croire que ça va aller mal (en terme de rentabilité), du coup ils retirent leurs capitaux, les autres ont tendance à les suivre... et ça finit par aller réellement mal. On appelle ça une prophétie auto-réalisatrice. Le simple fait de prévoir un phénomène fait qu'on le crée en l'anticipant!

Les marchés financiers se résument à cela : en fait, notre système est gouverné de façon complètement irrationnelle, il suffit que Strauss-Kahn arrive à faire croire aux entreprises qu'il y aura 3% de croissance et il pourrait y avoir 3% de croissance! C'est pour cela qu'il se démène le Dominique... et puis, pas question de céder sur les chômeurs du coup... car les capitalistes ne seront plus convaincus!

C'est ainsi que du bath thaïlandais, les marchés en sont arrivés à la Malaisie, aux Philippines et à l'Indonésie. Sans oublier la Corée du Sud. Pendant des années (surtout les dix dernières), les capitalistes ont beaucoup investi dans les pays dits « émergents ». Un ensemble de pays, dont l'Asie du sud, où les niveaux de rentabilité sont élevés en même temps que le revenu par habitant progresse vite. Comme il n'y avait plus d'intérêt à investir dans les pays occidentaux, puisque la demande est stagnante, les investissements sont devenus énormes profits, au lieu de se placer dans des investissements productifs (qui sont moins rentables), se placent dans la sphère financière : les capitalistes se rachètent les actions entre eux, ce qui fait gonfler leur prix artificiellement : l'essentiel, c'est d'y croire, c'est-à-dire de penser que l'action pourra être revendue plus tard avec une plus-value. Dans l'ensemble, ça marche pas mal pour eux, puisque la Bourse de Paris a pris 30% de hausse en 1997. C'est comme cela que se forment les bulles spéculatives. Mais les investisseurs finissent toujours par s'en apercevoir et la fiction s'arrête : le Mexique en a fait l'expérience en 1994, l'Asie l'a faite fin 1997. Les capitalistes revendent vite car ils s'aperçoivent que les espoirs de gains sont plus réduits qu'ils ne le pensaient.

La fin du modèle asiatique

Cette situation de moindre rentabilité relative, car la rentabilité reste très supérieure à celle de nos pays, est à rapprocher de la fin du modèle asiatique. La croissance capitaliste asiatique depuis une trentaine d'années repose essentiellement sur une intégration forte de l'État dans le tissu économique et un deal entre sécurité et rémunération pour les travailleurs. Les grandes entreprises offrent une sécurité de l'emploi, le

fameux paternalisme style Michelin, en contrepartie de salaires faibles et d'un syndicalisme maison. Ainsi, c'est l'État qui est à l'initiative des « chaebols » en Corée du Sud tels Daewoo, Hyundai, Samsung... En fait, la Corée a connu avec une vingtaine d'années de retard sur nous le type de croissance que nous avons connu pendant les trente glorieuses. Le résultat est identique : les salariés lèvent la tête au fur et à mesure et veulent une plus grande part des énormes richesses produites, ce qui nuit au profit, et le consumérisme ayant ses limites, la croissance ralentit. Il faut alors changer la donne : c'est ce qui a commencé à se faire en Corée l'an dernier en modifiant la législation du travail pour permettre des licenciements en plus grand nombre. Mais les travailleurs s'y sont opposés de façon virulente et des formes de syndicalisme de lutte sont nées avec des syndicats indépendants.

L'alibi monétaire

Cette fois-ci, c'est l'alibi monétaire qui va servir de mise au pas des populations pour bien leur signifier qui sont les maîtres (nous connaissons déjà cela avec l'Euro!) Le capitalisme asiatique, à l'instar du capitalisme mondial, n'a plus

besoin de cette intégration de l'État dans l'économie car cela lui coûte. À travers la crise asiatique, c'est la régulation libérale qui se met en place en Asie. Le compromis est cassé : ni sécurité ni salaire. Pour cela, il faut nécessairement que les firmes se saisissent de leur grand pouvoir : l'emploi. La régulation libérale ne peut se mettre en place qu'avec un volant de chômeurs. C'est ainsi que plus de 2 millions d'Indonésiens ont été mis au chômage depuis le mois d'août, comme 1,5 million de Malais et 1,5 million de Coréens. L'État, après avoir contribué à la mise au travail et à l'embauchement nécessaire au développement d'une croissance capitaliste, va maintenant (comme partout) gérer la mise au chômage et la mise au pas des travailleurs. Déjà, les discours xénophobes fleurissent en Malaisie où le gouvernement veut virer 2 millions d'immigrés.

C'est fou, en fait, comment, avec l'uniformisation culturelle et économique induite par le capitalisme, les choses sont proches au-delà des distances.

En guise de conclusion

Reste à savoir si les choses seront tellement proches de notre modèle au

niveau des luttes sociales. Les travailleurs asiatiques ont souvent montré une détermination forte contre les licenciements massifs et les patrons. Le syndicalisme est en plein développement et on peut s'attendre à des secousses sociales tant la facture de tout ceci va être payée par les populations et les travailleurs.

Leurs bourgeoisies ont gagné pendant des années des sommes astronomiques avec l'aide de capitaux étrangers et les clans au pouvoir se sont enrichis en échange de l'ordre qu'ils faisaient régner (voir le général Suharto en Indonésie). Maintenant que la donne change, ce sont les populations qui paient au prix fort alors même qu'elles se sont sacrifiées pour la croissance des 20 dernières années.

Pour la deuxième fois dans l'histoire économique nous voyons, après les Trente Glorieuses occidentales, que les modèles d'intégration de l'État au capitalisme et d'acceptation par les salariés de toutes les vicissitudes, au nom d'une croissance qui va profiter à tous, sont des leures.

Le capitalisme ne peut s'améliorer. Il doit être éliminé tant il est nuisible aux populations et absurde économiquement.

Most

ALLEMAGNE

Non à la criminalisation des antifascistes!

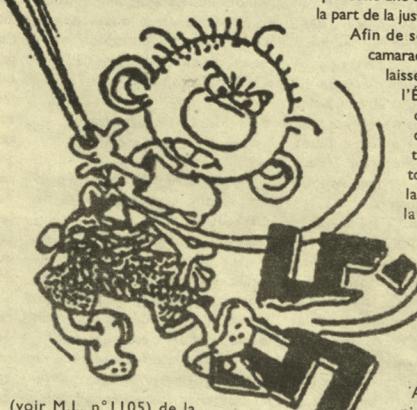
SI LA RÉPRESSION CONTRE les anarchistes et plus largement contre tous les antifascistes a toujours été un instrument de tout État, depuis quelques mois, l'État allemand a particulièrement durci son attitude en la matière. De plus en plus systématiquement les rassemblements et manifestations antifas-

cistes sont interdites, les militants persécutés et à l'inverse l'État affiche une complaisance, voire une complicité de plus en plus ouverte envers l'extrême droite.

Nous vous avons déjà informé dans les semaines précédentes

droites européennes » dans une petite ville de Bavière en novembre dernier. Après avoir passé deux semaines en prison (en détention préventive), Hans-Georg a été libéré mais il se retrouve inculpé de « sérieux trouble à l'ordre public » et risque donc une sévère peine de la part de la justice allemande.

Afin de soutenir notre camarade et de ne pas laisser impunément l'État allemand criminaliser ceux qui luttent, encore et toujours, contre la remontée de la peste brune, nous faisons une nouvelle fois appel à votre solidarité.



(voir M.L. n°1105) de la répression dont est victime notre camarade Hans-Georg Eberl, membre de l'I-A.F.D. (Initiative pour une Fédération anarchiste en Allemagne), organisation adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes. Celui-ci a été arrêté par la police lors d'un rassemblement de protestation contre la tenue d'une réunion regroupant des représentants de nombreux partis d'extrême droite européens (dont le F.N.) afin de créer « une internationale des

tions auprès du ministre bavarois de l'Intérieur à l'adresse suivante : Staatsminister des Innern, Odeonsplatz 3, 80539 Muenchen, Allemagne. Fax: + 89/2192-3350. Pour toutes informations complémentaires vous pouvez aussi contacter nos camarades allemands : I-A.F.D., Gruppe Verden, Grosse Str.62, 27283 Verden, Allemagne. E-mail: i-afd@anarch.free.de

dans la toile

Pour changer, c'est par un adresse email et non un site que débute notre voyage dans la toile, celle de la Librairie libertaire La Gryffe (la.gryffe@hol.fr) ; si vous voulez obtenir des nouvelles de la librairie, mais aussi pour contacter le groupe Scalp-No Pasaran et le Collectif libertaire contre la soumission qui se partagent cette adresse électronique.

Et maintenant, pour ceux qui n'ont pas envie de correspondre, voici quelques sites sympas.

Not bored (<http://www.thorn.net/~rose/>), un site en anglais plein de textes de références lettristes ou situationnistes et quelques inédits.

Si vous voulez vous tenir au courant des dernières nouvelles de la planète anarchiste, voici l'adresse où vous serez informé presque en temps réel : <http://www.ainfos.ca/> en anglais, espagnol, allemand et catalan.

Plus local mais tout aussi international, le site des sans papiers (<http://www.bok.net/pajol/>) vous informe sur les actions passées présentes et à venir de celles et ceux qui luttent pour leur droit de vivre où bon leur semble, dans plein de langues et même en espéranto!

Moins salissant que le journal, moins coûteux qu'un abonnement à Reuter ou à l'A.F.P. et plus souple

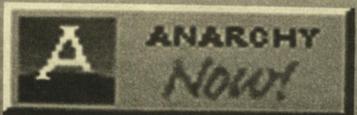
d'utilisation qu'une longue liste de communiqués de presse, voici une adresse francophone pour ceux qui ne peuvent vivre sans être informés : <http://www.yahoo.fr/actualite/>.

Pour ceux qui ne veulent pas non plus lire des tonnes d'explications, voici une adresse où vous ne trouverez que des liens vers de bons sites (<http://www.mygale.org/04/belkml/>).

Pour les littérateurs qui ne disposent pas nécessairement du dernier browser super lourd, enfin, une adresse telnet pour se donner rendez-vous et discuter jusqu'au bout de la nuit (interzone.cowboy.net:4444).

A bientôt sur la toile.

Blue Eyed Keyboard
email : bek_ml@hotmail.com



MUSIQUE

Les Thugs « Nineteen something »

LA RECETTE EST LA MEME depuis quinze ans: un mur de mélodie saturée, un rythme frénétique, une petite voix lointaine (et quelle voix!) en guise de chœurs et des textes d'amour et de rage. La recette est la même mais chaque album est plus puissant que le précédent.

Les Thugs ne désarment pas, toujours sur la brèche! « Nineteen something », leur dernier album, est tout simplement superbe, c'est un disque qui ne sort pas de la plaine. Luttés populaires, refus du travail, amour, rêves présents ou brisés... Ici, on ne parle pas pour ne rien dire! A noter que les Thugs ne font pas que parler, ils sont présents dans de nombreuses structures alternatives sur Angers, notamment dans le local militant autogéré, l'Étincelle. Rencontre avec Christophe, batteur et choriste du groupe.

M.L.: Sur « Nineteen Something », on trouve un texte intitulé « Ya basta » avec des paroles de Marcos, vous vous sentez proches de ce qui se passe au Chiapas?

C.: Un des côtés sympathiques des zapatistes est le fait qu'ils refusent la violence. Ils disent « on se sert de la violence si on y est vraiment forcé, mais on n'aime pas la violence ». Et pour des guérilleros, je trouve que c'est un discours qui est vachement bien, qui est rare. Je me méfie beaucoup des gens qui sont fascinés par la violence même si c'est pour des bonnes causes, de gauche ou d'extrême gauche, mais qui ont une fascination pour la violence, pour les armes à feu, pour la mort. Par plein d'autres points aussi je pense qu'ils assurent et qu'ils rompent avec les schémas classiques des guérilleros marxistes léninistes et qu'ils réfléchissent à une autre façon d'aborder la politique qui me semble plus inté-

ressante que beaucoup d'autres guérilleros qui étaient dans une lignée marxiste-léniniste, dogmatique, avec des œillères théoriques. En politique, comme pour la musique, l'art ou la culture, on n'aime pas le côté dogmatique, le côté des règles imposées. « Ça doit être comme ci ou comme ça », et nous, au niveau des Thugs, on ne s'est jamais fixé de barrière autre que le fait que ça nous plaise à nous et aux gens qu'on aime.

M.L.: Dans un morceau, vous dites « Never work anymore ». C'est un appel à l'abolition du travail?

C.: Disons que c'est en réaction au discours qu'on entend partout en ce moment qui est une glorification directe ou indirecte du travail, qui est de dire que si c'est pas de travail, c'est rien. Effectivement, pour beaucoup de gens le fait d'être au chômage, c'est un problème. Je ne crois pas que ça soit un problème parce qu'ils ne travaillent pas mais parce qu'ils n'ont pas d'argent. La plupart des gens ne travaillent pas pour le plaisir de travailler; ils travaillent pour l'argent.

Puisque tout le monde dit que le chômage n'est pas une crise passagère mais que c'est structurel, c'est simplement qu'il n'y a plus assez de travail pour tout le monde, l'idée de la chanson c'est de dire: écoutez! nous, on veut bien être sacrifiés, on veut bien toucher les A.S.S.E.D.I.C. toute notre vie et ceux qui ont envie de travailler, on leur laisse la place. Quand on était ados, c'était des retombées de mai 68 et l'idée, c'était plutôt de fermer les usines, de ne plus travailler. Et puis, petit à petit, avec la crise des années 70, maintenant on se réjouit quand de nouvelles usines ouvrent et ça, ça me révolte tout le temps. Il y a aussi le fait que le chômeur est toujours cul-

abilisé, alors qu'il faut déculpabiliser les gens qui ne travaillent pas et, au contraire, leur expliquer qu'ils ont peut-être d'autres choses à faire dans leur vie que de bosser 40 heures comme des cons et qu'ils peuvent faire du sport, passer du temps avec leur famille, voyager et que ça peut être super de ne pas travailler. Enfin évidemment, au cas où tu peux gagner de l'argent, c'est toujours le problème.

M.L.: Est-ce qu'on peut qualifier les Thugs de libertaires?

C.: Moi je ne connaît pas énormément de théories, j'ai pas lu beaucoup de bouquins donc je ne pourrais pas dire exactement ce que c'est l'anarchie, les libertaires, même le communisme! J'ai des idées assez vagues sur la question mais bon, c'est clair que s'il y a une mouvance dont on se sent proches, c'est la mouvance libertaire. Moi, je suis quand même assez bloqué sur les marxistes-léninistes. Il me semble qu'il y a plus d'idées intéressantes dans la mouvance libertaire. J'ai l'impression que c'est moins dogmatique que dans un parti d'extrême gauche où tu as un bouquin qui te dit comment les choses doivent marcher et puis, au niveau du fonctionnement interne, ça n'est pas des partis ou des structures hiérarchisées avec des petits chefs. On a toujours fait des trucs, même avant le groupe, quand on était au lycée, on faisait des journaux de contre-info, on participait à des mouvements lycéens. On s'est toujours intéressé à la politique. Enfin, le terme politique nous a toujours un peu gêné parce que nous, on n'a jamais séparé la musique, la politique, la vie quotidienne, l'amour et tout ça. Pour nous, ce sont les mêmes problèmes!

Propos recueillis par Julien groupe Malatesta (Angers)

« Le noir et le rouge » (suite)

Après le succès de l'exposition (au profit de Radio libertaire), les œuvres restant disponibles sont accrochées du 13 janvier au 15 février 1998 au bar-restaurant Le Maldoror, 10, rue du Grand Prieuré à Paris. Le bar est ouvert de 20 heures à 2 heures du matin (M^o Oberkampf).

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

vendredi 6 février à 14 h 30:

Jazz en liberté: Philip Catherine quartet en public (1996); J McLaughlin-A Di Meola-P de Lucia trio (1982); Noël Akchoté quartet (1997).

samedi 7 février à 13 h 30:

Chroniques rebelles: reçoit Raoul Vilette et Jean-Pierre Garnier sur le thème « Le concert médiatique de l'insertion, la violence urbaine et la citoyenneté ».

mercredi 11 février à 10 h 30:

Blues en liberté: Buddy Guy, le « guitar hero »

jeudi 12 février à 20 h 30:

Microclimat: avec Christophe Renard, de l'ASPAS (Association pour la protection des animaux sauvages).

à la petite semaine

Les rabatteurs

Le Parti socialiste aurait tort d'engloutir des fonds dans la publication d'un périodique. D'autres le font pour lui, et plus efficacement que ne le ferait une feuille politique confidentielle et insipide où s'exprimeraient les « éléphants » et autres lourds notables de cette organisation de gouvernement.

Le lectorat de *Charlie hebdo*, sans doute naturellement porté vers la gauche, compte cependant un nombre non négligeable d'individus lucides susceptibles, au seuil du bureau de vote, d'envoyer promener avec mille bonnes raisons toute une caste politique parasitaire. C'est eux que les principaux rédacteurs de cet hebdomadaire, visiblement à l'aise dans le rôle de rabatteurs d'une gauche bâton merdeux, poussent régulièrement vers l'isolement quand sonne ou approche l'heure de l'hallali électoral.

Il y a peu, dans l'excellent mensuel bruxellois *Alternative libertaire*, l'un de ses chroniqueurs Franck Thiriot, moquait brillamment, citations empreintes aux articles de Philippe Val à l'appui, la rare stupidité d'arguments qui, avancés par tout autre plaisantin ou journal étranger au style « plus anar que moi tu meurs », feraient l'objet de railleries irrémédiables. Il faudra, sur ce point, se souvenir du soutien éditorial bête et indécent offert, en pleine révolte des gueux sans travail, à Jospin et à sa bande.

Au moment où la profession journalistique reste suspendue à la braguette du président des États-Unis et ses stages de fellation organisés à la Maison-Blanche, il est curieux de voir *Charlie hebdo* ironiser grassement sur une élève repentie dans le même temps où son rédacteur en chef, entre autres, se fait lèche-cul obscène d'un premier ministre qui a renvoyé les chômeurs à leur chômage et claque la porte au nez de Wei Jingsheng.

Floréal

Librairie du Monde libertaire forum

avec Raoul Vilette et Jean-Pierre Garnier
à propos du concert médiatique sur l'insertion,
la violence urbaine et la citoyenneté
le 7 février à 16 h 30

copinage

Serge Utgé-Royo chantera le 7 février à 20 h 30 à l'espace François Mauriac de Sevran (93); places 50 et 30 F; rés. 01 49 36 52 30.

Christian Leduc chantera à 21 heures le 13 février à la Maison pour tous de Saint-André-Lez-Lille (23, rue Alsace-Lorraine) et le 14 février à 20 h 30 au Vendémiaire, centre commercial Croix de Chavaux à Montreuil (93).

Du fascisme au post-fascisme *

groupe Nestor Makno de la Fédération anarchiste

QUEL EST LE VÉRITABLE POIDS ÉLECTORAL DU F.N. et pourquoi ne cesse-t-on de l'amplifier? Quelle est la composition sociale de l'électorat Lepéniste? Quelle est la signification politique exacte de ce mouvement? Le fascisme dont tout un chacun pense qu'il n'est que brun peut-il être également rouge? Est-il pour ou contre le libéralisme? Est-il en train de se transformer en post-fascisme? La démocratie peut-elle permettre d'éviter le fascisme? La gauche est-elle un rempart efficace contre le fascisme? Quels sont les rapports exacts du F.N. et du fascisme avec l'écologie? Y a-t-il une progression de l'extrême droite en Europe? Quelles leçons doit-on tirer de l'histoire? Quel combat antifasciste doit-on mener aujourd'hui?

Telles sont quelques unes des questions auxquelles cette brochure essaie de répondre. Clairement. Sans faux fuyants. En s'appuyant sur des faits. En... Et le résultat est détonant. Décapant. Dérangeant. Car bon nombre d'idées reçues, de clichés et autres soi-disant évidences à propos du fascisme et de l'antifascisme en prennent pour leur grade. Sont littéralement taillés en pièce. Et pasés au hachoir d'une analyse implacable.



Oh, certes, ici et là, le propos est parfois brutal. Excessif. Sévère. Limite provoc. Pas franchement psychologue. Mais peut-on démythifier en gants blancs et bonnes manières? La passion n'est-elle pas de mise obligée dans ce genre d'entreprise? Et puis qu'importe l'ivresse pourvu qu'on ait le vin! Ce nectar de la rigueur analytique. De la volonté de regarder les choses en face. Du courage de la démythification. De la rage de frapper la bête immonde au cœur et non à l'âme...

Lisez cette brochure. Elle ne va peut-être pas toujours vous faire plaisir car elle va largement vous titiller dans bon nombre de vos habitudes et de vos réflexes par rapport au fascisme et à l'antifascisme. Mais c'est peu dire qu'elle va vous ouvrir le seul horizon qui vaille. Celui d'un espoir non frelaté! Merci, donc, aux camarades du groupe Makno pour ces soixante pages poil à gratter qui sortent le combat nécessaire contre le fascisme de l'ornière social-démocrate et humaniste bon teint où il pataugeait depuis trop longtemps.

Jean-Marc Raynaud

* 60 pages, 20 F, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amélot, 75010 Paris, chèque à l'ordre de Publico.

NORD-PAS-DE-CALAIS

La lutte des chômeurs continue

SI L'ÉTAT CROYAIT POUVOIR dissuader les chômeurs de continuer leur combat pour la dignité et le partage égalitaire des richesses, il s'est lourdement trompé. Jospin et Aubry ont beau leur envoyer les C.R.S. et les gardes mobiles pour évacuer les occupants de lieux symboliques, ils sont nombreux à désirer continuer l'action. De toute façon, ils n'ont plus rien à perdre et tout à gagner. C'est pourquoi dans la région du Nord, les opérations « coups de poings » se succèdent les unes aux autres. Certaines furent plus heureuses que d'autres. En effet, le blocage d'un T.E.R. en gare d'Hazebrouck exposa les précaires et les chômeurs en lutte à l'incompréhension des usagers. Il est vrai que la cible n'était pas des plus pertinentes. Mieux aurait valu s'en prendre aux T.G.V. fréquentés par les hommes d'affaires qu'aux tortillards qui transportent essentiellement des ouvriers et des lycéens. Mais par contre les occupations de la Chambre de commerce le 20 janvier et de l'Union patronale le 29 janvier dernier firent l'occasion de pointer du doigt les responsables de la misère. Les administrations ne furent pas oubliées puisqu'entre temps la mairie de Lille, forteresse de Mauroy, dut se résigner à accueillir les chômeurs bien qu'un policier municipal zélé ait aspergé de gaz lacrymogène quelques uns des manifestants. En pleine cérémonie de départ à la retraite de Jean-Paul Paulette, directeur général, la Caisse régionale d'assurance maladie avait reçu, le 23 janvier, la visite inopinée des mêmes trublions désireux de faire savoir combien il est difficile pour les sans-emplois de faire valoir leur droit à être soigné correctement. Médecins sans frontières a de même organisé le 26 janvier sur le marché de Wazemmes un débat et une cam-

pagne de signatures contre « le non respect de la loi sur l'aide médicale par le conseil général du Nord ». En effet, l'assemblée parlementaire s'est fendue d'un règlement scélérat qui stipule une distribution au compte-gouttes et un contrôle pointilleux des fameux bons jaunes, alors que la loi du 28 juillet 1992 ne prévoit aucune limitation ni contrôle. Dans le Nord, seules Lille, Dunkerque et Tourcoing ont choisi de ne pas respecter les consignes du Conseil général. Dans la même semaine décidément chargée en événements, E.D.F. et la S.N.C.F. ont eu elles aussi à entendre les revendications des sans-emplois.

Par ailleurs les chômeurs et leurs soutiens ont poursuivi leurs interventions dans les A.S.S.E.D.I.C. et les A.N.P.E. de la métropole lilloise. Si la manifestation du 27 janvier fut peu importante par manque d'information (1) c'est près de deux mille personnes qui se retrouvèrent dans la rue à l'occasion de la manifestation régionale du 22 janvier. Les chômeurs d'Arras eurent en fin de manifestation maille à partir avec les forces de l'ordre lorsqu'ils voulurent se rapprocher de la préfecture pour demander des comptes après l'évacuation des maisons qu'ils avaient investies et renommées « la nouvelle commune ».

Pour l'un des Arrageois, cela se solda par six points de suture. Jacques Leclerc, secrétaire général de l'Union locale de la C.G.T. de Douai est quant à lui cité à comparaître devant le tribunal correctionnel le 2 mars prochain pour « violence et outrage » à fonctionnaire de la police. À suivre! À l'opposé, Frédéric Lepinay, journaliste de *La Voix du Nord*, porte plainte contre la police pour avoir été brutalisé et s'être fait dérober sa pellicule photographique et ses notes lors de l'évacuation musclée de l'A.S.S.E.D.I.C. le 8 janvier 1998.

Convergences des luttes des sans

Loin de décourager les camarades d'Arras, ces violences policières les ont confirmés dans leur détermination à étendre le mouvement. Le 24 janvier, ils accueillèrent les sans-papiers lillois pour discuter sur la convergence des luttes des sans-droits face à la barbarie capitaliste et au-delà face à la démocratie blindée et à la menace fasciste. D'ores et déjà, les Arrageois avaient partagé avec les sans-papiers le fruit de leurs opérations de blocage des péages. Les soutiens des sans-papiers ont également multiplié les interventions ces derniers jours :

Nous rappelons que notre camarade Christophe Fétat a été interpellé par les forces de l'ordre le mercredi 7 janvier lors de l'expulsion mouvementée des chômeurs qui occupaient les locaux des A.S.S.E.D.I.C. du port fluvial à Lille.

Christophe doit passer en jugement le 26 février prochain. Afin de lui apporter tout le soutien nécessaire et d'obtenir sa relaxe un collectif de soutien s'est mis en place autour du thème « Non à la criminalisation du mouvement social ! ».

Nous vous appelons tous à exprimer votre soutien envers Christophe ! Le comité de soutien à Christophe Fétat peut-être contacté au centre culturel libertaire, 1-2 rue Denis-du-Péage, Lille-Fives. Vous pouvez y adresser vos messages de soutien, réclamer la pétition de demande de relaxe afin de la faire signer et adresser vos soutiens financiers (chèque à l'ordre de A.L.D.I.R.) en vu de son procès.

DIJON

Luttes des chômeurs et provocations policières

À L'HEURE OÙ LES MÉDIAS S'OBSTINENT À METTRE en arrière plan de l'actualité la lutte des chômeurs (et des salariés, étudiants... solidaires), ce depuis l'intervention télévisée de Jospin, le mouvement semble se renforcer, s'élargir dans de nombreuses villes, souvent sous l'impulsion de plusieurs militants, sympathisants libertaires. Tel est le cas à Dijon. Ici, la mobilisation commença seulement le 7 janvier à l'occasion d'une manifestation (à l'appel du comité chômeurs C.G.T.) rassemblant 300 personnes sur la base des revendications nationales. Aucune occupation n'est alors à l'ordre du jour, même si l'envie fleurit dans certaines têtes...

Tandis qu'une deuxième manifestation est prévue le 13 janvier, nos compagnes et compagnons sans emploi du groupe libertaire dijonnais (S.C.A.L.P., F.A.) ainsi que des sympathisants de la C.N.T., décident de rejoindre le mouvement. Naît alors l'amicale informelle des chômeurs, précaires et solidaires, l'objectif étant de soutenir ce mouvement mais avec nos propres analyses, revendications et propositions d'actions, cela de manière autonome tout en reprenant les revendications nationales. C'est dans cette logique que nous constituons un cortège anarchiste lors de la manifestation du 13 janvier (400 personnes présentes). Soixante-dix personnes se regroupent derrière notre banderole « Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend ! ». Les tracts de l'amicale informelle des chômeurs, précaires et solidaires se distribuent. Lors de cette manifestation, une tentative d'occupation de la Chambre de commerce et d'industrie (conjointement décidée avec A.C.I.) échoue par manque de rapidité. Certains chômeurs C.G.T. nous suivant dans cette action seront vite rapelés à l'ordre par leurs chefsillistes...

Quatre jours plus tard, ce sont 1 000 personnes qui défilent dans les rues dijonnaises à l'appel de la C.G.T., d'A.C.I.,

d'associations de chômeurs et de l'Amicale. Notre cortège, en queue de manif (fort d'une centaine de personnes) devra faire face à une provocation policière. En effet, nous avons eu droit à deux tentatives d'interpellation d'individus présents dans notre cortège.

Le premier se retrouvera menotté, enfermé dans une voiture de la police nationale, très vite encerclée par notre cortège scandant des « Police partout, justice nulle part ! » C'est par notre détermination qu'il sera libéré au bout de vingt minutes... Le jeune homme aurait, selon certains flics, lancé un trognon de pomme sur un bus de la ville.

Non content de cette libération, un flic nous lâcha « On vous retrouvera... » Leur échec fut notre victoire, la solidarité, ça paye ! Le deuxième aura plus de chance puisqu'il au bout de plusieurs minutes, il sera libéré puis accompagné loin d'eux par un groupe de manifestants.

La lutte continue. C'est dans une volonté de redynamiser le mouvement que l'Amicale propose lors d'une réunion commune avec A.C.I., le comité de chômeurs C.G.T. (qui ne nous suivra pas...) avec des sans-emploi « inorganisés », de se rendre au Salon Motiva le 24 janvier (salon sur l'emploi, les stages bidons et autres formations tape à l'œil destinées aux jeunes de la région) pour y faire entendre nos voix. Une cinquantaine de personnes seront de la partie (interventions orales, distribution de tracts, banderoles).

La dénonciation de la répression, les revendications des chômeurs, la réappropriation des richesses, la lutte anticapitaliste y seront mises en avant, ainsi qu'un appel à la prochaine journée d'actions.

Ici donc, comme ailleurs, la lutte continue, élargissons ce mouvement !

Guillaume. — groupe libertaire dijonnais (S.C.A.L.P., F.A.), Amicale informelle des chômeurs, précaires et solidaires.

BIENVENUE EN SOCIAL-DÉMOCRATIE



occupations de permanences de députés P.S., distributions de tracts dans le hall du musée des Beaux-Arts pour signifier à Chevènement qu'ils n'acceptaient pas son discours de sélection, etc. (2).

Et les étudiants dans tout ça ?

Quoique certains se sont d'ores et déjà rapprochés du mouvement des chômeurs, force est de constater que les étudiants sont peu nombreux à se montrer activement solidaires. Ils sont cependant peut-être à la veille d'une réelle mobilisation. À l'impulsion de l'A.G.E.L., de l'U.N.E.F. et de la F.A., des assemblées générales se sont tenues pour discuter du retour des néo-nazis sur le campus et plus récemment, à l'ini-

tiative d'une toute nouvelle association estudiantine baptisée « Pour une action délibérée antifasciste et citoyenne », pour entamer un débat sur la désobéissance civile.

Christophe Fétat groupe May Picquerry (Lille)

(1) Pendant que les chômeurs battaient le pavé, d'autres occupaient l'O.P.A.C. de Villeneuve-d'Ascq pour négocier des dossiers contentieux d'expulsion de logement. Rappelons que le 14 février se tiendra une fête et un concert de soutien à Patrice Bardet et Christine Eme qui se poursuivra en cassation pour dénoncer le jugement en appel qui les a condamnés à 3 000 F d'amende avec sursis pour avoir soutenu une jeune étudiante camerounaise qu'un huissier venait expulser de son logement.

(2) Le préfet continuait à tergiverser sur le cas des grévistes de la faim.

• A G E N D A

vendredi 6 février

• **PARIS**: Le groupe Louise Michel de la F.A. organise une projection vidéo *La Lanterne Noire* au 10, rue Robert-Planquette à 20 h 30. Y sera projeté soit « Galères de femmes », soit « Le Cuirassé Potemkine », soit « Foi d'anar: Maurice Joyeux ».

samedi 7 février

• **BORDEAUX**: Le groupe Emma Goldman organise une soirée « garbure » à l'Athénée libertaire (7, rue du Muguet) à partir de 19 h 30. Il est prudent de s'inscrire en téléphonant au 05 56 81 01 91 (répondeur).

• **CHELLES (77)**: Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion publique avec Thierry Meyssan du réseau Voltaire à propos de l'*Opus Dei* à 20 h 30 au 1 bis rue Emile.

• **DIJON**: Le groupe libertaire appelle à manifester à 15 heures place de la Libération contre la venue de Bruno Mégret.

• **LYON**: Projection vidéo (suivie d'un débat) du film: « *Contre vents et marées* » de Richard Prost à la librairie la Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc, à 15 heures.

• **PARIS**: L'émission « L'antenne du social » de *Radio libertaire* organise une rencontre-débat: *Les travailleurs sociaux, gestionnaires de la paix sociale* à la Maison des ensembles, 3, rue d'Aligre, 75012.

• **ROUEN**: Réunion publique à 14h 30 à la Halle aux Toiles sur le thème: « L'Anarchisme aujourd'hui: un projet pour la révolution sociale ».

mercredi 11 février

• **LIRAC**: Le groupe du Gard de la F.A. vous invite à une réunion publique sur le thème « *Partage du travail ou partage des richesses ?* » à 20h30 à la salle des fêtes. Entrée libre et gratuite, table de presse.

samedi 14 février

• **VILLENEUVE D'ASC**: Le comité anti-expulsion organise à partir de 17 heures à l'espace concorde-cosiméri, une fête de soutien à Patrice Bardet et Christine Eme en prévision de leur procès. Au programme: concert, buvette et rencontres... Pour tous renseignements: comité anti-expulsion: 03 20 47 40 44.